

«N'opposons pas la philanthropie à l'impôt»

DONATIONS Les hauts revenus et les grandes fortunes sont régulièrement la cible de critiques. Pierre-Marie Glauser, président de l'Institut suisse de recherche expérimentale sur le cancer, rappelle leur contribution à la lutte contre cette maladie

PROPOS RECUEILLIS PAR ALINE BASSIN
@bassineline

L'avocat vaudois et professeur en droit fiscal nous a habitués à décrypter les enjeux de l'imposition choisie pour les entreprises et les citoyens suisses. Pierre-Marie Glauser s'invite dans l'actualité en tant que président de l'Isrec, l'Institut suisse de recherche expérimentale sur le cancer qu'il préside.

Une envie, pour ce fils de médecin, de «rendre» un peu de ce qu'il a reçu dans sa vie. Son expertise n'est pas de trop pour une organisation qui vit depuis plus de cinquante ans de l'apport de donations. Selon l'Office fédéral de la statistique, quelque 40 000 cancers sont diagnostiqués en Suisse chaque année, un homme sur deux et une femme sur trois devront faire face à cette maladie durant leur vie. Si la maladie devient moins meurtrière, elle reste la deuxième cause de mortalité en Suisse – mais est davantage curable grâce aux progrès accomplis ces quinze dernières années. Chez les hommes, la mortalité a diminué de 30%, et de 25% chez les femmes.

A l'intersection de la recherche fondamentale et de tests cliniques, l'Isrec soutient des projets pour améliorer ce bilan. A mettre à son actif notamment, la création il y a cinq ans du pôle de recherche Agora, à deux pas du CHUV. Inauguré en 2018, il rassemble quelque 300 chercheurs et cliniciens actifs dans le domaine de l'oncologie. En collaboration avec l'EPFL, la fondation vient d'annoncer la création d'une nouvelle chaire complètement vouée à la recherche interdisciplinaire sur le cancer qu'elle soutiendra à raison de 7,5 millions de francs dans un premier temps. Car l'argent reste l'un des nerfs de la guerre contre le cancer et la philanthropie joue un rôle crucial pour répondre aux besoins. Petite discussion autour de cette manne financière aussi vitale que controversée.

Il y a de nombreux centres dédiés à la recherche sur le cancer. En quoi Agora est-il particulier? Parce que ce centre incarne la mission de la Fondation Isrec. En construisant Agora, celle-ci a cherché à mettre ensemble différentes institutions: les universités de Lausanne et de Genève, les HUG, le CHUV et l'EPFL. Cela nous permet de regrouper des chercheurs avec des profils très différents, par exemple des généticiens, des informaticiens, des médecins et, évidemment, des spécialistes de l'oncologie. L'objectif est de favoriser les interactions entre ces différentes disciplines pour produire des avancées dans la recherche, faire naître de nouvelles pistes et idées.

Pourquoi ne pas avoir choisi de devenir les spécialistes d'une forme plus précise de cancer? La Fondation Isrec est spécialisée dans la recherche translationnelle [à l'intersection de la recherche fondamentale et de la recherche clinique, ndr] en oncologie. Nous sommes sur ce champ de recherche relativement large, avec des accents particuliers. Nous soutenons avant tout des projets qui sont identifiés comme étant particulièrement prometteurs par notre conseil scientifique. C'est la spécificité de la Fondation Isrec: être capable d'évaluer des projets de qualité et de les suivre. Par ailleurs, au sein d'Agora, plusieurs équipes travaillent sur l'immunothérapie, un domaine très prometteur pour

40 000

C'est le nombre de cancers diagnostiqués en Suisse chaque année

25%

La mortalité liée au cancer a diminué de 25% chez les femmes, et de 30% chez les hommes

Pierre-Marie Glauser, avocat, professeur en droit fiscal et fils de médecin.
(LAUSANNE,
16 OCTOBRE 2023/
EDDY MOTTAZ/
LE TEMPS)

lequel l'Arc lémanique présente une forte densité de chercheurs.

De nombreuses fondations s'engagent pour la recherche contre le cancer dans l'Arc lémanique. N'y a-t-il pas un risque de dispersion? Les besoins sont immenses. Donc tant mieux s'il y a beaucoup d'acteurs. Mais je pense qu'il y a la nécessité d'une coordination pour mettre l'accent sur les projets les plus prometteurs, les plus urgents et les plus importants. Agora rassemble des chercheurs de différentes institutions et de différents cantons. Les barrières académiques et régionales tombent, ce qui permet beaucoup de projets collaboratifs, et par conséquent implique d'importants besoins de financement. Comme la Fondation Isrec ne peut pas répondre seule à toutes les demandes de soutien, nous collaborons régulièrement avec d'autres institutions philanthropiques. Nous allons d'ailleurs organiser une réunion début 2024, qui rassemblera les institutions privées qui soutiennent l'oncologie,

pour aborder la coordination des besoins et des différentes modalités de soutien. Cela va du cofinancement à la délégation d'exécution de certaines fondations qui confient des fonds pour soutenir et suivre certains projets. Dans le même esprit que celui d'Agora qui réunit les chercheurs, cela vaut aussi la peine d'essayer d'unir les efforts des fondations philanthropiques.

«Personne ne gagne à stigmatiser les riches»

Selon vous, existe-t-il une marge de manœuvre pour accroître encore l'impact de ces financements? Oui, je pense. Je sens surtout la volonté des chercheurs dans le domaine de l'oncologie de se concentrer sur certains domaines, de collaborer et de mettre en place des projets

qui nécessitent des financements souvent importants. Cela nécessite donc que les institutions philanthropiques se coordonnent et unissent leurs forces.

A l'exemple de l'Isrec, beaucoup de fondations vivent de dons privés. Est-ce qu'il y a une concurrence? Je n'aime pas tellement le terme concurrence parce que nous sommes complètement désintéressés et ne recherchons pas le profit. Je crains plutôt un risque de dispersion. Nous voyons beaucoup de très beaux projets que nous n'arrivons pas à réaliser, faute de moyens. Certaines institutions n'ont pas accès à ces projets. C'est dans ce contexte que la coordination fait sens.

Certains rétorqueront que c'est le rôle de l'Etat de les financer. L'Etat finance déjà beaucoup, notamment les universités, l'EPFL et les hôpitaux universitaires. Le canton de Vaud a investi énormément dans l'oncologie. Mais l'Etat ne peut pas tout faire et les fonds pri-

vés comme ceux de l'Isrec sont déterminants. Sans la Fondation Isrec, Agora n'existerait pas puisque c'est elle qui a construit ce bâtiment et le met à disposition des institutions. Et c'est un énorme bénéfice pour l'Etat parce que ce sont des institutions publiques qui y sont hébergées. Je pense qu'il y a là une très bonne complémentarité entre le public et le privé.

Cela pose en fait la question de la philanthropie versus la redistribution par l'impôt. On ne peut pas opposer l'un à l'autre. Ils sont complémentaires. Une grande partie des donateurs privés paient déjà beaucoup d'impôts. De plus, les institutions philanthropiques comme la Fondation Isrec financent des projets bien précis et sur la durée puisque cela est ancré dans son but statutaire. Les recettes de l'impôt sont, elles, redistribuées en fonction de décisions politiques, et les priorités peuvent évoluer. La recherche peut entrer en concurrence avec

PROFIL

1967 Naissance à Lausanne.

1997 Brevet d'avocat à Zurich après des études de management et de droit à l'Université de Saint-Gall.

1998 Rejoint le cabinet Oberson Avocats. Participe en 2016 à la création d'Oberson Abels SA.

2004 Nomination comme professeur de droit fiscal à l'Université de Lausanne (HEC).

2016 Entrée au conseil de la Fondation Isrec dont il reprend la présidence en 2021.

d'autres domaines, comme la sécurité, les infrastructures ou encore le social... Ce dont nous parlons est d'ailleurs d'actualité puisque les milieux universitaires viennent de manifester leur inquiétude de voir leur enveloppe baisser ces prochaines années. [référence à l'enveloppe budgétaire sur la formation, la recherche et l'innovation de 2025-2028, ndr].

INTERVIEW

Derrière les décisions politiques, il y a tout de même des gens élus par le peuple. Bien sûr et c'est tout à fait louable. Mais quand vous êtes chercheur en oncologie, vous avez besoin d'une stabilité dans les financements et il est important que la région reste attractive pour la philanthropie et le financement privé, car les gens ont tendance à donner autour de chez eux.

Après trente ans d'une globalisation des flux de capitaux qui a permis aux entreprises et aux particuliers de faire de l'optimisation fiscale, on sent un ressentiment de la part d'une partie de la population. Rappelons tout d'abord que les personnes les plus aisées paient beaucoup d'impôts. Dans le canton de Vaud, 1% des contribuables les plus aisés financent environ 40% de l'impôt sur le revenu. Et ce sont ces mêmes personnes qui permettent la philanthropie et qui font des dons, même s'il y a aussi de petits donateurs qui méritent toute notre reconnaissance. Ensuite, il faut faire attention à ne pas généraliser, parce que les situations sont très différentes selon les pays et les situations. Il ne faut pas confondre les patrons des géants du numérique avec quelqu'un qui fait partie de la classe supérieure aisée en Suisse.

La question est toujours de savoir où l'on place le curseur de l'impôt, entre fiscalité punitive ou trop «généruse». Oui, mais je ne crois pas qu'on puisse dire qu'en Suisse les gens aisés paient trop peu d'impôts, et encore moins dans le canton de Vaud, malgré les récentes réformes. L'impôt sur la fortune y est l'un des plus élevés de Suisse avec Genève. On ne peut vraiment pas dire que la Suisse est un paradis fiscal pour les riches. Les taux pratiqués n'ont rien à voir avec certains pays qui n'ont pratiquement pas d'impôts. Personne ne gagne à stigmatiser les riches. A commencer par l'Etat, dont ils sont la principale source de financement. Je suis toujours frappé quand j'entends des personnes critiquer les riches tout en réclamant plus de prestations sociales qui sont justement financées par leur argent. ■